

Institut national de la propriété

Les outils pour lutter contre la contrefaçon:
« de la prévention à la répression »

industrielle



Vincent Carré
INPI Bretagne

Le 7 mars 2017

Plan de l'intervention

- **Le CNAC**
- **Les initiatives en cours**
- **Approche de la cyber contrefaçon**
- **Comment agir individuellement**

Les bons réflexes de la prévention à la répression



Richard Yung

- Le CNAC est présidé par un membre du Parlement : Depuis juillet 2013, Richard Yung, Sénateur des Français de l'Étranger
- L'INPI en assure le secrétariat général

Le blog du président
<http://www.blogpresidentcnac.fr>

Le site cnac-contrefacon.fr
<http://www.cnac-contrefacon.fr/>

https://twitter.com/cnac_inpi



Romain Soubeyran,
Directeur Général de l'INPI

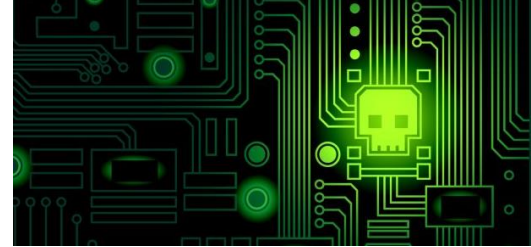
Entités Publiques

- Ministères (Economie, Affaires Etrangères, Culture, Intérieur, Justice)
- CCI France
- DGE, Douanes, Gendarmerie, DGCCRF, INPI, POLICE

Entités Privées

- Ayant-droits
- Associations d'ayant-droits (UNIFAB, LEEM, IRACM)
- Fédérations (vin, Champagne, habillement, horlogerie, bâtiment)

Fonctionnement du CNAC



- 4 groupes de travail co-présidés par un membre du secteur public et un membre du secteur privé :
 - Sensibilisation – Communication
 - Aspects juridiques
 - Coopération internationale
 - **Cyber contrefaçon**

Actions du CNAC

- Echange d'informations et partage d'expériences
- Renforcement du système judiciaire
- Proposition au gouvernement
- Sensibilisation du public



Quelques initiatives pouvant impacter la lutte contre la cyber contrefaçon

- Follow the Money
- Révision de la Directive 2004/48 CE
- Intégrité des chaînes d'approvisionnement
- Contrôle de la part des régies publicitaires
- Coopération avec les acteurs des moyens de paiement en ligne
- Plan d'action contre les sites internet de « steaming »
- Plate forme PHAROS
- Guichet unique



La cyber contrefaçon:

- **La contrefaçon traditionnelle sur le web**

- **La contrefaçon numérique/virtuelle**
 - la contrefaçon de droit de marque (réservation d'un nom de domaine)
 - l'extraction ou la contrefaçon de bases de données
 - la contrefaçon d'œuvres multimédias (tout ou parties de sites web, jeux vidéos)
 - la contrefaçon de logiciels via le téléchargement
 - la contrefaçon de droit d'auteur (streaming, peer to peer)

CYBER CONTREFAÇON

Plate forme de diffusion
Réseaux sociaux

Une contrefaçon multimodale

- ❖ Le cybersquatting
- ❖ Le typosquatting
- ❖ Le spamming
- ❖ Le streaming illégal
- ❖ Le slamming
- ❖ Le phishing



S'entourer des bonnes compétences

Comment agir individuellement ?



- J'anticipe, je sécurise
- J'exploite
- Je veille, je détecte
- J'analyse
- Je mobilise
- J'agis

**Les bons réflexes
à développer**

J'anticipe, je sécurise



- Définir les éléments de différenciation au sein de son entreprise
- Formaliser, dater (garder la preuve des dates de création)
- Identifier les contributeurs, les titulaires de droits
- Contractualiser (partenaires, clients, fournisseurs, salariés)
- Selon la stratégie de l'entreprise et ses objectifs, sécuriser par des demandes de titres de PI, le droit d'auteur, des droits sui generis, gérer la confidentialité, publier
- Gérer vos choix par zone géographique
- Authentifier et tracer les produits / **ISO 12931:2012**
- Sécuriser ses systèmes d'information
- Demander une surveillance auprès des autorités douanières
- Disposer des contacts utiles pour lancer une action ou réagir rapidement
- Mettre à disposition des collaborateurs concernés une information actualisée
- Former ses équipes, identifier les forces répressives concernées



J'exploite

- Je contractualise
- Je contrôle
- Je garde des preuves de mon exploitation
- Je maintiens mes droits en vigueur
- J'avertis les tiers de l'existence de mes droits
- Je mesure avec mon cabinet Conseil en PI ou mon cabinet d'avocat spécialisé l'impact des évolutions en matière de PI
- Je trace mes coûts PI, j'évalue et je trace la VA (CA notamment) apportée par les DPI

Je veille, je détecte

- Salons
- Internet
- Bases de données
- Clients
- Distributeurs, fournisseurs
- Salariés
- Services d'enquête privés
- Les forces répressives



J'analyse

Evaluation des informations manquantes

Evaluation des éléments probants

Nature des droits de PI spoliés

Nature des autres droits non respectés (protection du consommateur, fiscalité, norme et réglementation, droit du travail, infractions et fraudes connexes...)

Évaluation des droits territoriaux selon les zones impactées

Evaluation de la chaîne des acteurs en cause (éditeurs, hébergeurs...)

Evaluation de l'historique des acteurs impliqués

Evaluation de l'impact financier



Définition d'une stratégie

Je mobilise

Laboratoires d'analyse

Services d'enquêtes des forces répressives (selon pays et selon impact)

Services privés d'enquête

Les associations spécialisées

Les clients ou partenaires (si nécessaire)

Les conseillers PI de l'INPI dans les zones concernées



J'agis

Agir dans les délais...

Selon une stratégie bornée avec l'aide de spécialistes :

Choix du ou des modes opératoires: saisie, mise en demeure...

Procédures administratives (forces répressives)

Procédures d'arbitrage ou de médiation

Procédures civiles

Procédures pénales

Procédures devant les offices

Action individuelle ou action collective



VOS QUESTIONS ?

